

DEPARTEMENT

DE

L'ARDECHE

-----

ARRONDISSEMENT

DE

TOURNON



## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

Arrêté n°AM-2023-43

### **OBJET : DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME SOPHIE VEROT - CHEFFE DU SERVICE COMMUNICATION**

Le Maire de la Ville d'Annonay,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L2122-19,

**VU** le Code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L212-1,

**VU** la délibération du Conseil municipal n°2020-96 en date du 3 juillet 2020, portant délégation de pouvoir au Maire,

**CONSIDERANT** la nécessité d'accorder des délégations de fonction aux élus et de signature aux agents pour une bonne efficacité des services municipaux,

**CONSIDERANT** les fonctions de cheffe du service communication exercées par Madame Sophie VEROT et comprenant les compétences suivantes :

- communication

### **ARRETE**

#### **Article 1 -**

Madame Sophie VEROT reçoit délégation de signature pour les actes suivants liés aux compétences listées ci-avant :

#### **DE MANIERE GENERALE DANS LE CADRE DES FONCTIONS EXERCEES**

- bordereaux d'envoi de pièces administratives

#### **COMMANDE PUBLIQUE**

- Engagements juridiques et financiers en dépense par bons de commande, marché subséquents ou marchés publics dont le montant est strictement inférieur à 4 000 € HT,
- Lettre de consultation, demande de devis, réponses à ces consultations et demandes de devis dans la limite du montant ci-avant,
- Ordres de service, avenant et tout acte d'exécution dans le cadre des marchés inférieurs au montant ci-avant,
- Procès-verbaux de réception des travaux ou prestations ou d'admission des fournitures ou services dans le cadre des marchés inférieurs au montant ci-avant,
- Certificats de capacité demandés par les entreprises dans le cadre des marchés inférieurs au montant ci-avant,

#### **AFFAIRES JURIDIQUES**

- Dépôt de plainte en application de l'article 433-3-1 du code pénal en cas de menaces ou violences ou tout autre acte d'intimidation à l'égard de toute personne participant à l'exécution d'une mission de service public, afin d'obtenir pour soi-même ou pour autrui

une exemption totale ou partielle ou une application différenciée des règles qui régissent le fonctionnement dudit service, en tant que représentant de l'administration exerçant la mission de service public

- Dépôt de plainte au nom de la collectivité pour toute affaire dans laquelle celle-ci est victime.

- Main courante au nom de la collectivité pour toute affaire dans laquelle celle-ci est victime

#### **Article 2 -**

Cette délégation est accordée pour la durée de l'exercice des fonctions, sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Maire.

#### **Article 3 -**

Tout document ou acte signé dans le cadre de la présente délégation comportera la mention de son auteur comme suit :

« Par délégation du Maire

Sophie VEROT

chefe du service communication »

#### **Article 4 -**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie VEROT, la délégation consentie à l'article 1 du présent arrêté pourra être exercée dans des limites identiques et par ordre de priorité par :

- Monsieur Romain LE BORGNE

La délégation de signature ne peut faire l'objet d'une subdélégation par le délégataire.

#### **Article 5 -**

En application de l'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsque le délégataire titulaire d'une délégation de signature estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe le délégant par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences. Un arrêté du délégant déterminera, en conséquence, les questions pour lesquelles la personne intéressée devra s'abstenir d'exercer ses compétences et les confiera, le cas échéant, à un autre délégataire.

#### **Article 6 -**

L'arrêté N° AM-679-2021 du 2 septembre 2021 portant délégation de signature à Madame Aurélia CHOVET cheffe du service communication est abrogé.

#### **Article 7 -**

Le présent arrêté sera exécutoire dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le département. Ampliation en sera adressée au comptable public.

Spécimen de signature du délégataire :



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Annonay, le 16/01/2023

Le Maire

Simon PLENET

Transmis en sous Préfecture le: 16/01/23	Notifié le :	Affiché le :
ID de télétransmission : 007-210700- 100-20230101-39258-		

AE-1-1

SP

